

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°/AONR/MINFI/CIPM/2026 DU POUR
LA SÉLECTION D'UN CABINET CHARGÉ DE RÉALISER L'AUDIT TECHNIQUE, COMPTABLE ET FINANCIER DU
PROGRAMME C2D-URBAIN « CAPITALES RÉGIONALES », EXERCICES 2025 À 2027 ET CLÔTURE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre des audits conventionnels des programmes C2D, le Ministre des Finances lance pour le compte du C2D Pilotage, un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection d'un Cabinet chargé de réaliser l'audit technique, comptable et financier du programme C2D-Urbain « Capitales Régionales », exercices 2025 à 2027 et clôture, sur financement de la CONVENTION CCM 1461 01 K BUDGET DU PILOTAGE 3 DU C2D.

Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00018/AAMI/MINFI/CTB-C2D-FADE-C2D/2025 du 05 septembre 2025, publié le 09 septembre 2025 dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

2. Consistance des Prestations

Le présent audit a pour objectifs de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle sur les éléments suivants :

- les états financiers du Projet / Programme donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet / Programme au cours de la période couverte par l'audit ;
- les fonds alloués au Projet / Programme sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies) ;
- les marchés ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité ;
- le système de contrôle interne mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet / Programme a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;
- les marchés ont été exécutés conformément aux prescriptions techniques et selon les normes prévues.

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit ainsi que s'assurer que les recommandations formulées par l'audit des années précédentes ont été suivies.

Pour l'audit de clôture, l'auditeur devra mener les diligences suivantes :

- Vérifier que la date limite de transfert des fonds du concours sur le compte dédié a été respectée, ainsi que la date limite de la dernière demande de transfert ;
- Vérifier que la date limite d'utilisation des fonds du concours à partir du compte dédié du projet a été respectée ainsi que la date limite de soumission des dernières demandes de paiement – les dépenses payées après cette date seront ressorties ;
- S'assurer que les dépenses payées pendant la période de clôture correspondent bien à des travaux et services livrés et réceptionnés par le projet préalablement à leur paiement – les dépenses payées ou engagées pendant la période de clôture correspondant à des travaux et services livrés et réceptionnés après la date limite d'utilisation des fonds seront relevées ;

- Vérifier que les créances relatives au projet à la date de clôture sont justifiées et si des dispositions ont été prises pour leur reversement comme fonds non utilisés
- Vérifier l'existence d'une liste détaillée de tous les biens d'actif immobilisés acquis dans le cadre du projet et s'assurer que les dispositions ont été prises pour le transfert des biens dans le patrimoine de l'Etat (Gouvernement) en conformité avec les règles de gestion des finances publiques applicables aux projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers externes ;
- vérifier que toutes les dettes relatives au projet et éligibles au financement ont été payées et justifiées documentées ;
- Vérifier qu'après la date limite d'utilisation des fonds, des dispositions ont été prises pour le reversement des fonds non utilisés du compte dédié et la fermeture du compte dédié du projet ;
- vérifier que tous les engagements donnés par le projet à la date de clôture de la période sont prévus dans les accords de financement ;
- Indiquer le solde théorique à reverser au Compte Bilatéral.

3. Exercice/Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront réalisées pour les exercices annuels 2025, 2026, ... et clôture, avec un traitement différencié par convention. La convention CCM 1274 01 M C2D CR1 fera l'objet d'un audit annuel 2025, puis d'un audit annuel 2026 intégrant l'audit de clôture ; elle ne fera pas l'objet d'un audit annuel 2027.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la mission est de quatre-vingt-quinze millions (95 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises pour tous les exercices à auditer (3 audits annuels et la clôture)

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres restreint est de *soixante-dix (70) jours calendaires* pour chacun des exercices à auditer.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est restreinte aux Cabinets ci-après retenus à l'issue de l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00018/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2025 du 05 septembre 2025, pour les prestations sus-citées

N°	CONSULTANTS	ADRESSES	TELEPHONE/FAX
1	FORVIS MAZARS	B.P : 3791 Cameroun	+237 675 291 233 424 274
2	SYNEX CONSULTING SARL	02 BP 8063 Cotonou -- Benin	+229 0163400 0166266775

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par les fonds de concours pilotage du C2D dédiés aux audits sur la CONVENTION CCM 1461 01 K BUDGET DU PILOTAGE 3 DU C2D.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du C2D (STADE-C2D) sis au Quartier Bastos à Yaoundé (Immeuble OYILI à côté de l'OMS).

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marc.espublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue auprès des Services du Maître d'Ouvrage - Bâtiment A du

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit à l'adresse sus indiquée. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° _____ /AONR/MINFI/CIPM/2026 DU _____ POUR LA SELECTION
D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT TECHNIQUE, COMPTABLE ET FINANCIER DU PROGRAMME « ZONE URBAIN »
CAPITALES REGIONALES », EXERCICES 2025 A 2027 ET CLÔTURE
A n'ouvrir qu'en cas de

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes distinctes et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis parvenus postérieurement à la date limite d'ouverture.

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation.

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 22/02/2018 à 14 Heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINFI, sise à MVOG ADA, Immeuble face Collège MONTESQUIEU.

Seules les offres financières des soumissionnaires seront prises en compte.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative minimale de 10 points sur 100 seront ouvertes à une date ultérieure par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée.

Les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale du dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Il est entendu qu'un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel].

~~AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT~~

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif ou non conforme ou absente;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique < 80 points /100.
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale.

14.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : 40 points ;
- Qualification et compétence des experts : 60 points ;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque exercice, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant durée de 90 jours à partir de la date limite finale fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à Secrétariat Technique et Appui Dédié à l'Exécution du Contrat de Désendettement et Développement (STADE-C2D) Situé à NLONGKAK face à MS au Rez de Chaussée de l'immeuble OYILI, B P 33232 Yaoundé E-mail : minfi.ctb.stadec2d@yahoo.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONA au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 673 20 57 48, l'ARMP au numéro 222 20 60 43.

Yaoundé le,

Le Ministre des Finances,
Maître d'ouvrage du Pilotage du

Copies :

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant
- Président CIPM concerné
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES FINANCES

Secrétariat Général

Commission Interne de Passation des Marchés

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

General Secretariat

Internal Tenders Board

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 00018/AAMI/MINFI/CTB-C2D/ST/2025 OF 05 SEPTEMBER 2025 FOR THE SELECTION OF A FIRM CHARGED TO CARRY OUT THE TECHNICAL, ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE C2D-URBAN "REGIONAL CAPITALS" PROGRAM FOR 2025 TO 2027 FINANCIAL YEARS AND CLOSING

1. Subject of the Call for Tender

Within the framework of conventional audits of C2D programs, the Minister of Finance, Contracting Authority, of C2D Steering, is launching a Restricted National Call for Tender for the selection of a firm charged to carry out the technical, accounting and financial audit of the C2D-Urban "Regional Capitals" Program for the fiscal years 2025 to 2027 and closing, with financing from Convention CCM 1278 01 Pilotage 2 du C2D, line « Audits, Supervision, Communication, Consultants ».

This call for tender follows the Notice of Call for Expression of Interest N°00018/AAMI/MINFI/CTB-C2D/ST/2025 of 05 September, 2025, published on 09 September 2025 in the Journal of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP).

2. Nature of the Services

The objectives of this audit are to enable the auditor to express a professional opinion on the following:

- the financial statements of the Project / Program give a faithful image, in all their significant aspects, of the expenses actually incurred and the revenue actually received for the Project / Program during the period covered by the audit;
- the funds allocated to the Project / Program are, in all their significant aspects, used in accordance with the applicable contractual conditions; expenditure complies with the rules of good financial management, assessed in particular with regard to the eligibility criteria (see Appendix 1 – List of findings and anomalies);
- the contracts were awarded in accordance with the rules in force and in compliance with the principles of economy, efficiency, transparency and fairness;
- the internal control system put in place and used by the Entity to manage the risks linked to the achievement of the objectives of the Project / Program was adequately designed and operated effectively during the period covered by the audit;
- the contracts were executed in accordance with the technical requirements and according to the planned standards.

The auditor will also have to make recommendations on different aspects of the audit.

For the closing audit, the auditor must perform the following tasks:

- Verify that the deadline for transferring grant funds to the dedicated account has been met, as well as the deadline for the last transfer request;
- Verify that the deadline for using grant funds from the project's dedicated account has been met, as well as the deadline for submitting the last payment requests – expenses paid after this date will be identified;
- Ensure that expenses paid during the closing period correspond to work and services delivered and received by the project owner prior to payment – expenses paid or incurred during the closing period corresponding to work and services delivered and received after the deadline for using the funds will be identified;
- Verify that the project receivable at the closing date is justified and whether arrangements have been made for their repayment as unused funds;

- Verify the existence of a detailed list of all fixed assets acquired under the project and ensure that arrangements have been made for the transfer of these assets to the State (Government) in accordance with the public finance management rules applicable to projects financed by external Technical and Financial Partners
- Verify that all project-related debts eligible for financing have been paid and substantiated/documented;
- Verify that, after the deadline for utilizing the funds, arrangements have been made for the return of any unused funds from the dedicated account and the closure of the project's dedicated account;
- Verify that all commitments made by the project at the closing date of the period are stipulated in the financing agreements;
- Indicate the theoretical balance to be returned to the Bilateral Account

3. Exercise/allotments

The services covered by this Call for Tender will concern the 2025, 2026 and 2027 financial years and closing with a differentiated treatment by financing agreement. Agreement CCM 1274 01 M C2D CR1 shall be audited for 2025 and for 2026 including closing; it shall not be subject to an annual audit for 2027.

4. Estimated cost

The estimated cost of the mission is ninety-five million (95,000,000) CFA Francs, all taxes included, for all years to be audited (3 annual audits and closing).

5. Estimated execution deadline

The maximum deadline provided for by the Contracting Authority for the execution of the services covered by this invitation to tender is seventy (70) calendar days for each of the year to be audited.

This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this call to tender is restricted to the Firms below selected following the Notice of Call for Expression of Interest N°00018/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2025 of 05 September 2025, for the above-mentioned service.

N°	CONSULTANTS	ADRESSES	TELEPHONE/FAX
1	FORVIS MAZARS	B.P : 3791 Cameroun	+237 675 291 273 / 424 274
2	SYNEX CONSULTING SARL	02 BP 8063 Cotonou – Benin	+229 0163400088 / 5266775

7. Financing

The services subject of this invitation to tenders shall be funded by the C2D Piloting funds dedicated to audits of the CCM 1278 01 S Agreement.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline.

9. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the services of the Technical Support Secretariat. Dedicated to the Execution of C2D (STADE-C2D) located in the Bastos District in Yaoundé. (OYILI Building next to the WHO). During working hours upon publication of this notice.

The soft copy can equally be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website (www.amp.cm).

10 Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and Materials, Contracts Service, Door 335 as soon as this notice is published against the

payment of a non-refundable sum of 100 000 (one hundred thousand) CFA francs for purchase fees payable at the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the address indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees.

11 Submission of bids

Each tender, drafted in English or French.

The administrative offer shall be produced in seven (7) copies, including the original and six (6) copies marked as such, must be received at Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and of Materials, Contract Service, Door 335, no later than 27 November 2026 at 1 p.m. and must be marked as follows:

**RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 001/2026 /RNIT/MINFI/CIPM/2026 OF 2026 FOR
THE SELECTION OF A FIRM CHARGED TO CARRY OUT THE TECHNICAL, ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF
THE C2D-URBAN "REGIONAL CAPITALS" PROGRAMME**

"To be opened only during the bid-opening session"

12 Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes. The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.

- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal.

It should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the bidder shall submit one copy of the financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping.

13. Opening of Bids

The opening of the tenders is done in two stages,

The opening of administrative documents and technical offers will take place on 27 November 2026 at 2 p.m. in the meeting room of the Internal Procurement Commission at MINFI, located at MVOG ADA, Building opposite Collège MONTESSQUIEU.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualitative technical minimum score of 80 shall be opened at 27 November 2026 by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

The documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

14. Evaluation criteria

The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential].

14.1 Eliminatory criteria

These criteria fix the minimum conditions to be met to qualify for evaluation according to the essential criteria. They should not be the subject of scoring. Failure to comply with these criteria shall result in the bidder's offer being rejected.

These include:

- Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing;
- false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- technical score less than 80 out of 100 marks;
- absence of a quantified unit price in the Financial Bid
- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)
- Absence of the declaration of integrity, eligibility and environmental and social responsibility.

14.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those primordial or key used to judge the technical and financial capacities of candidates to execute the services or deliver the supplies subject of the invitation to tender. They shall be determined based on the nature and consistency of the services to be provided.

The procedures for validating a criterion based on the number of sub-criteria met should be formally specified.

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, for example, the following:

- the proposed methodology in compliance with the ToR: 40 points;
- qualification and competence of experts: 60 points.

The essential criteria and sub-criteria are detailed, for each fiscal year, in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).

15. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical and financial criteria.

16. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for (indicate the period of 90 days from the initial deadline for submission of tenders).

17. Further information

Further information may be obtained during working hours from the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of the Debt Reduction and Development Contract (STADE-C2D), located in NLONGKAK opposite OMS on the Ground Floor of the OYILI Building, B P 33232 Yaoundé E-mail: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com, or online on the C2D EPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

18. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) 222 20 60 31.

Yaounde, the

**The Minister of Finance,
Project Owner C2D Steering Committee**

Copies :

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Notice Board/File.